

beaucoup d'hommes éminens, soit intellectuellement, soit moralement, quoique le nombre en ait dû décroître avec rapidité, par suite des répugnances instinctives ainsi fréquemment excitées parmi les êtres supérieurs. Mais la dégénération sociale du catholicisme se marque toujours involontairement chez les personnages même qui l'ont le plus justement illustré pendant cette période finale. Dans l'ordre mental surtout, on ne peut certes que profondément admirer en Bossuet l'un des plus sublimes penseurs qui aient honoré notre espèce, et peut-être la plus puissante intelligence des temps modernes après Descartes et Leibnitz. Néanmoins, l'ensemble de sa propre vie me semble éminemment propre, à tous égards, à constater, de la manière la plus expressive, l'irrévocable désorganisation de la constitution catholique; soit par la déplorable situation logique d'un tel esprit, que les exigences contemporaines condamnent, malgré l'intime répugnance de son instinct pontifical, à défendre dogmatiquement les inconséquences gallicanes, et à justifier directement la moderne subordination de l'église à la royauté; soit aussi par cette existence politiquement subalterne, qui réduit à la vaine condition de panegyriste officiel des principaux agens de Louis XIV celui qui, aux temps de Grégoire VII ou d'Inno-

cent III, eût été unanimement regardé comme leur digne successeur dans l'énergique antagonisme de l'autel envers le trône. On ne peut donc justement envisager le beau génie philosophique de Bossuet comme un véritable produit du catholicisme, dont la déchéance politique fut, au contraire, essentiellement défavorable à son libre essor, qui eût été sans doute, plus complet pour l'humanité et plus satisfaisant pour un tel esprit si sa position sociale avait pu être celle d'un penseur indépendant, à la manière de Descartes ou de Leibnitz : tandis que, au moyen-âge, le système catholique avait, au contraire, puissamment concouru au développement normal des hautes intelligences qui l'illustrèrent alors, en leur fournissant à la fois un champ et une situation convenables. L'ordre moral comporte aussi, quoiqu'à un degré naturellement moindre, une appréciation essentiellement analogue, applicable même aux plus nobles types dont l'église puisse honorer son déclin universel pendant les trois derniers siècles. Quelque juste vénération, par exemple, que doive sans cesse inspirer le touchant souvenir des sublimes vertus de saint Charles Borromée et de saint Vincent de Paule, leur infatigable charité, aussi éclairée qu'ardente, n'avait, au fond, aucun caractère, soit ascétique, soit politique, qui dût la rattacher exclusivement

au catholicisme, comme dans les âges antérieurs : sauf le mode de manifestation, de telles natures pouvaient désormais recevoir un développement équivalent parmi les autres sectes religieuses, ou même en dehors de toute croyance théologique.

Au reste, il ne faudrait pas croire que l'esprit général de résistance plus ou moins active à l'émancipation intellectuelle, et le caractère correspondant d'hypocrisie plus ou moins systématique chez les classes dirigeantes, aient dû être, depuis le xvi^e siècle, particuliers au catholicisme : le protestantisme les a nécessairement présentés aussi, d'une manière non moins réelle au fond, quoique sous d'autres apparences, partout où il a obtenu la prépondérance politique ; car, sa propriété progressive ne pouvait lui appartenir essentiellement qu'autant qu'il resterait à l'état d'opposition, sensiblement convenable à sa nature ; passé à l'état de gouvernement, il a dû bientôt devenir radicalement hostile au développement ultérieur de la raison humaine. Cet instinct rétrograde du catholicisme moderne, évidemment contraire à sa propre constitution, n'y ayant pris l'ascendant que par une suite inévitable de la désorganisation de l'ancien pouvoir spirituel et de son assujétissement graduel au pouvoir temporel, comment le protestantisme, qui érigeait directe-

ment cette irrationnelle sujétion en une sorte de principe fondamental, aurait-il pu éviter de telles conséquences de son triomphe légal ? L'orthodoxie anglicane, par exemple, néanmoins si rigoureusement exigée, chez le vulgaire, pour les besoins politiques du système correspondant, pouvait-elle, en réalité, donner lieu habituellement à des convictions très profondes et à un respect fort sincère chez ces mêmes lords dont les décisions parlementaires en avaient tant de fois altéré arbitrairement les divers articles, et qui devaient officiellement concevoir le règlement même de leurs propres croyances comme une des attributions essentielles de leur caste ? Quant à la compression matérielle envers tout essor ultérieur de l'esprit d'émancipation, elle ne fut, pour le catholicisme, qu'une suite inévitable de sa désorganisation moderne : tandis que, pour le protestantisme, elle était, au contraire, nécessairement inhérente à sa nature générale, d'après l'intime confusion qu'il consacrait entre les deux disciplines ; et elle devait s'y manifester aussitôt que sa prépondérance effective serait suffisamment réalisée, comme une longue expérience ne l'a que trop prouvé partout. Ce double effet ne s'est pas seulement développé dans la phase primitive du protestantisme, considérée par rapport à toutes les formes postérieures, par l'esprit despotique du luthéranisme,

soit anglican, soit germanique : il a pareillement caractérisé les sectes où la désorganisation spirituelle était plus avancée (1), quand le pouvoir a passé, même momentanément, entre leurs mains, ainsi que le témoignent tant de déplorables exemples, très propres à faire justement apprécier le prétendu esprit de tolérance des doctrines qui subordonnent l'ordre spirituel à l'ordre temporel.

Relativement à ce système de résistance qui distingue le catholicisme moderne, il faut surtout remarquer enfin que, loin d'avoir été, comme on le suppose aujourd'hui, exclusivement nuisible à l'évolution sociale correspondante, il a constitué, au contraire, l'un des deux élémens essentiels de l'antagonisme général qui devait présider à la progression politique pendant tout le cours des trois derniers siècles. Je ne parle pas seulement de son office continu pour l'indispensable maintien de l'ordre public, qui, alors comme aujourd'hui,

(1) Sans anticiper mal à propos sur la seconde période du mouvement critique, je crois utile de noter ici, à ce sujet, que le d'écrite Rousseau à lui-même fut conduit à proposer directement, dans son ouvrage le plus dogmatique, l'extériorisation juridique de tous les athées, comme l'une des conditions essentielles de l'ordre politique qu'il avait conçus : ses disciples n'ont quelquefois que trop témoigné leur disposition spontanée à pratiquer une telle maxime, toujours par suite du dogme de l'asservissement général du pouvoir spirituel au pouvoir temporel, principale source historique, à mes yeux, de la plupart des aberrations ultérieures, et qui, sous ce rapport, pousse spontanément à remplace la persuasion par la violence.

d'hui, devait essentiellement appartenir à la force de résistance des anciens pouvoirs, malgré son caractère plus ou moins rétrograde, tant que les tendances progressives ne pouvaient elles-mêmes avoir qu'un caractère éminemment négatif : cette importante explication se trouve déjà suffisamment opérée dans le premier chapitre du volume précédent, auquel je puis ici renvoyer le lecteur, en l'invitant à rapporter à ce passé, par des motifs pleinement semblables, ce qui n'y est appliqué qu'au présent, puisque, sous cet aspect, la situation sociale a radicalement conservé jusqu'ici la nouvelle nature qu'elle dut manifester au xvii^e siècle. Par une considération plus spécialement propre à la première phase de la doctrine critique, je voudrais y faire sentir aux esprits vraiment philosophiques les avantages essentiels, à la fois intellectuels et politiques, que l'évolution finale de l'humanité a retiré de cette active opposition du catholicisme à la propagation spontanée du mouvement protestant. Dans l'ordre purement mental, il est d'abord évident que ce premier essor incomplet de l'esprit d'examen, en vertu des demi-satisfactions qu'il procure à la raison humaine, doit tendre à retarder ensuite son entière émancipation, surtout chez le vulgaire, en flattant directement l'inertie naturelle de notre orgueilleuse intelligence. Il en est à peu près de même sous le

rapport politique, où l'on voit le protestantisme apporter à l'ancienne organisation des modifications qui, malgré leur insuffisance radicale, doivent long-temps maintenir une funeste illusion sur la tendance nécessaire des sociétés modernes vers une vraie régénération fondamentale. Aussi les nations protestantes, après avoir, à divers titres, devancé alors, dans leur progrès social, les peuples restés catholiques, sont-elles ensuite, malgré les apparences contraires, essentiellement demeurées en arrière pour le développement final du mouvement révolutionnaire, comme nous le reconnâtrons ci-dessous. Si ce premier triomphe du protestantisme était devenu universel, ce qui était heureusement impossible, il n'est pas douteux, ce me semble, qu'il eût encore empêché jusqu'ici l'extension totale du grand phénomène de décomposition que nous étudions : par suite, la situation sociale, sans être réellement moins orageuse qu'elle ne l'est de nos jours, se trouverait certainement beaucoup plus éloignée, à tous égards, de sa véritable issue générale, qui, dans une telle hypothèse, semblerait dépendre de la conservation indéfinie de l'ancien organisme à l'état de demi-putréfaction consacré par la politique protestante. La résistance nécessaire du catholicisme a donc involontairement exercé, en général, une réaction très salutaire sur l'état définitif, soit

intellectuel, soit politique, de l'ensemble du mouvement révolutionnaire, en retardant spontanément son inévitable essor jusqu'à ce qu'il pût devenir, à l'un et à l'autre titre, suffisamment décisif. En comparant, sous cet aspect, les divers cas principaux, il est aisé de sentir que le plus favorable dut être réellement celui de la France, où le levain protestant avait d'abord assez pénétré pour exciter immédiatement à l'émancipation spirituelle, sans pouvoir néanmoins y obtenir un ascendant légal qui en eût gravement entravé et altéré l'entier développement ultérieur : quand la rétrogradation catholique y fut ensuite poussée jusqu'à l'expulsion violente des protestans, une telle mesure dut avoir, à divers égards partiels, de déplorables conséquences politiques, surtout quant au progrès industriel ; mais elle n'y pouvait offrir aucun danger essentiel pour la principale évolution sociale, qui, au point qu'elle y avait alors atteint, en fut bien plus accélérée que ralentie.

Après avoir ainsi convenablement apprécié la première phase générale de la doctrine critique dans sa destination la plus directe et la plus importante, en ce qui concerne la dissolution politique de l'ancienne constitution spirituelle, il est aisé de caractériser sommairement son influence nécessaire sur la désorganisation temporelle qui con-

tinuait alors à s'accomplir, en résultat continu de la décomposition spontanée que nous avons reconnue propre aux deux siècles précédents. Déjà nous venons de démontrer implicitement, à ce sujet, la tendance générale de cette époque à compléter systématiquement une telle opération préalable, par la concentration régulière de tous les anciens pouvoirs sociaux autour de l'élément temporel prépondérant, soit que, comme en France et presque partout, ce dût être la puissance royale, ou que ce fût, au contraire, la force aristocratique, par une anomalie particulière à l'Angleterre et à quelques autres pays, ainsi que je l'ai expliqué. Dans les deux cas, l'unique élément demeuré actif s'est dès-lors trouvé naturellement investi d'une sorte de dictature permanente extrêmement remarquable, dont l'établissement, retardé par les troubles religieux, n'a pu toutefois être pleinement caractérisé, de part et d'autre, que pendant la seconde moitié du xvii^e siècle, et qui, malgré sa constitution exceptionnelle, a dû se prolonger essentiellement jusqu'à nos jours, en même temps que la situation sociale correspondante, afin de diriger le système politique durant tout le reste de la grande transition critique, vu la profonde incapacité organique, évidemment propre, d'après nos démonstrations antérieures, aux agens spéciaux de cette

transition. On ne peut douter que cette longue dictature, royale ou nobiliaire, ne fût à la fois la suite inévitable et l'indispensable correctif de la désorganisation spirituelle, qui, sans cela, eût certainement poussé au démembrement universel des sociétés modernes : nous reconnaissons d'ailleurs, au chapitre suivant, son heureuse influence nécessaire pour hâter simultanément l'essor spontané des nouveaux éléments sociaux, et même pour seconder, à un certain degré, leur avènement politique.

En comparant convenablement (1) les deux modes opposés que nous venons d'y distinguer,

(1) Une irrationnelle appréciation du développement social comparatif de la France et de l'Angleterre a souvent conduit, de nos jours, à de vaines conceptions historiques, essentiellement contraires à l'ensemble de ce double passé depuis le moyen-âge. Il existe, à cet égard, entre ces deux peuples, des différences tellement radicales, que, en y étudiant successivement les états successifs de la royauté et de l'aristocratie, la saine méthode comparative doit alors tendre à saisir chez l'un, non l'analogie, mais l'inverse de ce qu'on observe chez l'autre, en y remplaçant l'élevation ou la décadence de chacun de ces deux éléments temporels par celle de son antagoniste. Moyennant ce contraste continu, on remarquera toujours une exacte correspondance entre les deux histoires, qui, par des voies équivalentes quoique opposées, marchent également, pendant tout le cours des cinq derniers siècles, vers l'entière désorganisation du système théologique et militaire. Ainsi conçu, un tel rapprochement historique peut devenir vraiment fécond en précieuses indications politiques; tandis qu'il n'a, au contraire, presque jamais servi jusqu'ici, du moins en France, qu'à obscurcir beaucoup la plupart des questions sociales, d'après une vicieuse interprétation des faits, tenant surtout à l'absence préalable de toute saine théorie fondamentale sur l'évolution générale de l'humanité.

on peut aisément établir, en général, malgré l'anglomanie chronique de nos publicistes vulgaires, la supériorité fondamentale du mode normal ou français sur le mode exceptionnel ou anglais, soit quant à la dissolution radicale de l'ancien système social, soit quant à la réorganisation totale qui doit lui succéder; sans toutefois méconnaître, à l'un ni à l'autre titre, les avantages réellement particuliers à chaque mode. Sous le premier aspect, seul convenable à ce chapitre, il est clair, en effet, comme je l'ai déjà fait pressentir, que l'ensemble du régime propre au moyen-âge a été finalement conduit à un état beaucoup plus voisin de son extinction totale en se résolvant ainsi, pour la France, en une dictature royale, qu'en aboutissant, pour l'Angleterre, à la dictature aristocratique : quoique cette double dégénération simultanée ait toujours, par l'une ou l'autre voie, irrévocablement rompu le grand équilibre féodal; outre que l'inévitable contact politique des deux populations devait tendre ensuite naturellement à y mettre de niveau ces deux opérations négatives, complémentaires l'une de l'autre pour la destruction directe du système entier. D'abord, l'élément royal étant évidemment plus indispensable à un tel système que l'élément nobiliaire, il en est résulté que la royauté a pu, en France, se passer bien davantage de la noblesse que celle-ci de l'autre, en Angle-

terre; en sorte que la puissance aristocratique a été nécessairement plus subalternisée en France que la puissance royale en Angleterre. On conçoit, en outre, que, malgré la commune prépondérance finale, ci-dessus expliquée, de l'esprit rétrograde ou du moins stationnaire dans les deux dictatures, la force de résistance de la royauté française, dès-lors politiquement isolée au milieu d'une population vivement poussée à l'émancipation mentale et sociale, a dû ainsi se trouver beaucoup moindre, contre l'évolution ultérieure de la civilisation moderne, que l'active opposition de l'aristocratie anglaise, intimement combinée, par une longue solidarité antérieure, avec l'ensemble de la population correspondante. En dernier lieu, le principe des castes, véritable base temporelle de l'ancienne constitution, a été, sans doute, bien autrement ruiné quand son application essentielle s'est enfin bornée, en France, à une seule famille exceptionnelle, quelque éminente que fût sa condition, qu'en restant consacré, en Angleterre, par un grand nombre de familles distinctes, dont le renouvellement continu devait incessamment tendre à le rajeunir, sans que les plus récemment agrégées dussent être certes les moins oppressives. Quelque orgueil que doive naturellement inspirer à l'oligarchie anglaise son antique attribution his-

torique de faire ou défaire les rois, le rare exercice d'un tel privilège ne pouvait assurément altérer autant l'esprit général de l'organisation temporelle que l'audacieuse faculté permanente de créer à leur gré des nobles, dont nos rois se sont emparés non moins anciennement, et qui a dû devenir infiniment plus usuelle, au point même de rendre déjà la noblesse presque ridicule dès l'origine de la phase révolutionnaire que nous examinons. Pour compléter suffisamment une telle appréciation, il importe de noter ici, d'après l'évidente indication des faits, que, passée de l'état d'opposition à l'état de gouvernement, la métaphysique protestante ne s'est nulle part, et surtout en Angleterre, montrée aucunement contraire à l'esprit de caste, qu'elle a même tendu, par une opération rétrograde, à restaurer totalement, en y réintégrant, autant que possible, le caractère sacerdotal que la philosophie catholique lui avait radicalement soustrait. En nous bornant, à ce sujet, à signaler spécialement le cas le plus important et le plus caractéristique, on voit, par exemple, le génie catholique, dans une intention évidemment opposée au principe des castes, et en vue de certaines conditions de capacité, toujours repousser directement, surtout en France, l'avènement des femmes aux fonctions royales ou

même féodales; tandis que le protestantisme officiel, en Angleterre, en Suède, etc., a pleinement consacré l'existence politique des reines et même des païresses: cet étrange contraste devait d'ailleurs sembler d'autant plus décisif que la politique protestante avait partout solennellement investi déjà la royauté d'une véritable papauté nationale.

L'établissement général, d'abord spontané, et enfin systématique, de la dictature temporelle que je viens de caractériser, a dû alors être longtemps entravé par une première influence politique du protestantisme, qui s'est fait également sentir, d'une manière inverse mais équivalente, aux deux modes essentiels que nous venons de comparer. Quoique, par l'ensemble de ses conséquences, le protestantisme ait, sans doute, finalement accéléré la désorganisation totale de l'ancien système social, on doit néanmoins reconnaître, dans les divers cas importants, que son action primitive a tendu spontanément à retarder beaucoup la décomposition temporelle, en procurant de nouvelles forces à celui des deux élémens principaux que la phase antérieure du mouvement révolutionnaire avait déjà destiné à succomber. Cet effet a été produit, de la manière la plus naturelle, pour l'Angleterre, et dans les autres cas analogues, d'après le caractère ponti-

fical que la royauté venait ainsi d'y acquérir, et qui, sans pouvoir inspirer de bien sérieuses convictions, était cependant de nature à compenser d'abord, auprès des masses, le déclin préalable de cette puissance, qui dès-lors y parvint, pendant près d'un siècle, à une prépondérance exceptionnelle, source ultérieure des plus graves convulsions politiques, quand vint l'inévitable époque du retour spontané à la marche normale d'une telle société. Le protestantisme a déterminé simultanément sur le continent, et même en Écosse, mais surtout en France, un résultat équivalent quoique inverse, en y fournissant nécessairement à la noblesse de nouveaux moyens de résister à l'ascendant croissant de la royauté: et, pour s'adapter convenablement à cette apparente variété de destinations temporelles, lui a suffi de prendre spécialement, en ce second cas, la forme presbytérienne ou calviniste, la mieux assortie à l'état d'opposition, au lieu de la forme épiscopale ou luthérienne, seule correspondante à l'état de gouvernement. De là, dans les deux cas, d'abord une violente compression ou une agitation convulsive, produite par celle des deux forces qui voulait ainsi réparer sa décadence antérieure, et ensuite des conséquences précisément réciproques quand l'élément antagoniste tend à recouvrer son an-

cienne prépondérance; la masse de la population continuant d'ailleurs à n'y intervenir encore, comme dans les luttes précédentes, qu'à titre de simple auxiliaire naturel, mais dont toutefois la coopération, de plus en plus indispensable, annonce déjà, bien que confusément, d'imminentes tendances personnelles. Telles sont, ce me semble, à la fois l'exacte appréciation et l'explication générale des mémorables perturbations sociales, à double phase nécessaire, respectivement propres, soit à la France, soit à l'Angleterre, et pareillement représentées en tout le reste de l'occident européen, depuis le milieu environ du xvi^e siècle jusqu'à celui du xvii^e. Il serait, sans doute, superflu d'insister ici pour faire sentir au lecteur éclairé combien l'ensemble des faits historiques confirme réellement, même en France, cette importante indication spontanée de notre théorie sociologique. On s'explique aisément ainsi l'impopularité radicale qui, sauf quelques localités secondaires, a presque toujours caractérisé le calvinisme français, d'abord essentiellement accueilli par la noblesse comme un puissant moyen de recouvrer, envers la royauté, son antique indépendance féodale, et par suite profondément repoussé par le vieil instinct anti-aristocratique de la masse de la population; ainsi que le repré-

sente alors surtout l'admirable résistance spontanée du bon sens parisien aux séductions démocratiques de la doctrine presbytérienne.

Je ne crois pas inutile de signaler ici un appendice naturel et général, quoique accessoire et passager, de la phase temporelle que je viens d'apprécier, en y signalant une tentative politique directe, nécessairement infructueuse, de la part des organes spéciaux de la transition critique, à l'issue de cet antagonisme final, contre l'ascendant, désormais absolu en apparence, de l'élément temporel qui avait dû rester enfin prépondérant. On voit alors, en effet, les métaphysiciens et les légistes, qui avaient toujours si efficacement secondé un tel triomphe, s'efforcer, presque à la fois, en France et en Angleterre, de restreindre, au profit de leur classe, ce même pouvoir qu'ils venaient ainsi de consolider à jamais contre son antique rival, et dont ils redoutaient justement dès-lors la tendance inévitable à des envahissemens indéfinis, aussitôt que ce défaut même d'adversaires l'aurait conduit à dédaigner l'intervention ultérieure de ses anciens agens, que cette nouvelle situation devait d'ailleurs rendre plus exigeans. C'est par-là qu'il est facile d'expliquer les efforts simultanés des parlemens français contre l'autorité royale, dont ils veulent régler les choix ministériels, et

des principaux chefs de la Chambre des Communes d'Angleterre pour lui subordonner la Chambre des Lords, soit avant, soit après la mort de Charles I^{er}. Quoique ces tentatives prématurées, faute d'assez profondes bases populaires, n'aient pu évidemment obtenir aucun succès durable, ni même troubler essentiellement l'avènement nécessaire de la dictature correspondante, si hautement amené par l'ensemble de la situation sociale, il était pourtant convenable de les caractériser ici rapidement, comme marquant avec précision l'indication initiale de la tendance spontanée des légistes et des métaphysiciens à diriger désormais par eux-mêmes le grand mouvement politique, où ils n'avaient jusque alors figuré qu'à titre de simples auxiliaires, quelque importante ou même indispensable qu'y eût été d'ailleurs leur intervention continue.

Enfin, pour compléter suffisamment l'exacte appréciation historique de la grande dictature temporelle que nous considérons, il ne me reste plus qu'à indiquer l'esprit général qu'elle a finalement développé partout après avoir ainsi pleinement consolidé son ascendant politique, sauf les diversités de mode, et même les inégalités de degré, commandées par les situations sociales correspondantes; cet esprit commun et définitif

devant être dès-lors jugé le plus conforme à sa vraie nature fondamentale. Or, il est aisé de reconnaître, à ce sujet, que, dans les deux cas essentiels ci-dessus distingués, l'élément temporel demeuré alors prépondérant a toujours essentiellement tendu à relever l'existence sociale de son ancien antagoniste, qui, de son côté, acceptait enfin, sous des formes plus ou moins explicites, une éternelle subalternité politique. Rien n'était plus naturel, sans doute, qu'une telle conversion d'après la conformité fondamentale d'origine, de caste, et d'éducation qui existait spontanément entre la royauté et l'aristocratie, et qui devait nécessairement amener leur intime liaison, aussitôt que la rivalité d'ascendant aurait cessé d'en contenir l'influence permanente. Le pouvoir prépondérant avait déjà partout fait nettement sentir cette tendance nouvelle par la manière dont il venait d'écarter ses anciens auxiliaires, dans la courte période accessoire que je viens de signaler, et qui constitue ainsi historiquement une sorte de transition normale entre les dernières luttes essentielles des deux éléments temporels et le paisible abaissement volontaire de l'un envers l'autre, désormais devenu de plus en plus prononcé. Chacune des deux forces est dès-lors venue, par suite même de son triomphe politique, dévoiler

spontanément, de la manière la plus décisive, le vrai motif principal de ses anciennes concessions démocratiques, presque toujours dues surtout aux seuls intérêts de sa propre ambition, bien plus qu'à aucune véritable inclination populaire, comme elle le confirmait dorénavant d'après l'emploi de son ascendant final au profit de son ancien adversaire contre son invariable allié. Telle a été, depuis sa prépondérance définitive, l'attitude générale de l'aristocratie anglaise envers la royauté, désormais placée sous sa tutelle de plus en plus affectueuse : telle a été réciproquement, à partir de Louis XIV, la prédilection croissante de la royauté française pour la noblesse enfin complètement asservie (1); ce second cas ayant dû être, par sa nature, beaucoup plus prononcé que le premier, en vertu d'une plus profonde dépression antérieure et d'une moins dangereuse restauration actuelle, conformément à

(1) Cette conversion finale, si évidente chez Louis XIV, des inclinations de la royauté française vers ses anciens rivaux politiques, a d'ailleurs spontanément concouru à compléter le mouvement antérieur de décomposition féodale, par la déconsidération croissante que devait nécessairement répandre sur la noblesse cette transformation définitive des anciens chefs féodaux de la population française, ainsi volontairement réduits désormais, après tant de luttes, à la condition plus ou moins vile de courtisan proprement dit, dont si peu d'entre eux cependant ont su se préserver par un juste sentiment de leur dignité aristocratique.

nos explications précédentes. Quoique, en principe, l'esprit de calcul dirige certainement encore moins la vie politique que la vie privée, de semblables conversions sont trop souvent attribuées à de profonds desseins, tandis qu'elles furent d'abord essentiellement dues, de part et d'autre, à l'involontaire entraînement des affinités naturelles, sauf l'influence ultérieure des réflexions relatives à l'utilité de cette nouvelle union comme moyen de résistance au mouvement révolutionnaire, qui dès-lors devait bientôt devenir pleinement systématique. On voit ainsi se reproduire, pour la seconde fois, et d'une manière beaucoup moins excusable sans doute, quoique presque également inévitable, la fatale illusion qui, lors de l'absorption du pouvoir spirituel par le pouvoir temporel, avait entraîné celui-ci à confondre une charge avec un soutien; plus la décomposition s'accomplissait, plus cette erreur capitale devait à la fois devenir dangereuse et grossière. Cette dernière transformation mérite ici d'autant plus d'attention qu'elle pose réellement le véritable terme naturel de la désorganisation spontanée propre à la phase précédente, et nécessairement prolongée dans celle-ci jusqu'à ce que, par le conflit universel des différens élémens essentiels du régime ancien, les divers débris de ce système fus-

sent enfin condensés autour d'un élément unique, demeuré seul actif désormais, après avoir successivement absorbé ou subalternisé tous les autres; ce qui n'a été pleinement consommé qu'à l'époque considérée maintenant, et à partir de laquelle nous allons voir la décomposition, prenant un nouveau caractère, tendre directement et de plus en plus vers une révolution décisive, essentiellement impossible tant que le conflit dissolvant n'avait pas encore atteint son but définitif. Enfin, c'est ainsi que la dictature temporelle, royale ou aristocratique, pendant qu'elle se complétait à l'issue finale du dernier antagonisme, prenait aussi dès-lors un caractère essentiellement rétrograde, qui n'avait pu se développer nettement avant qu'elle eût achevé la défaite d'un élément plus directement hostile à l'essor final des sociétés modernes. C'est donc seulement alors qu'il faut regarder comme réellement accomplie, autant que possible, l'entière organisation universelle, sous des formes diverses, du système de résistance plus ou moins rétrograde, primitivement ébauché par Philippe II d'après l'inspiration continue des jésuites, et contre l'ensemble duquel allait maintenant se diriger immédiatement l'esprit révolutionnaire, bientôt parvenu à sa pleine maturité, surtout en France, où nous devons, dès

ce moment, concentrer la principale étude ultérieure du grand mouvement de décomposition.

Après sa complète installation, la dictature temporelle dont je viens de terminer l'appréciation fondamentale a dû gravement altérer, au détriment nécessaire de l'ancien système social, le caractère et l'existence propres au pouvoir correspondant, ainsi passé de l'état primitif de simple élément à un ascendant universel qui ne pouvait convenir à sa véritable nature. Les rois, d'abord simples chefs de guerre au moyen-âge, devaient être sans doute de plus en plus incapables d'exercer réellement les immenses attributions qu'ils avaient graduellement conquises sur tous les autres pouvoirs sociaux. C'est pourquoi, presque dès l'origine de cette concentration révolutionnaire, on voit partout surgir spontanément peu à peu une nouvelle force politique, le pouvoir ministériel proprement dit, essentiellement étranger au vrai régime du moyen-âge, et qui, quoique dérivé et secondaire, devient de plus en plus indispensable à la nouvelle situation de la royauté, et par suite tend à acquérir une importance de plus en plus distincte et même indépendante. Louis XI me paraît être, en Europe (1), le der-

(1) Cette observation générale n'admet réellement d'exception importante que par rapport au grand Frédéric. Mais cette unique ano-

nier roi qui ait vraiment dirigé par lui-même l'ensemble de ses affaires, malgré la vaine prétention de quelques-uns de ses successeurs: et, quelle que fût sa mémorable capacité politique, il aurait certainement éprouvé le besoin de véritables ministres au lieu de simples agens, si la décomposition de l'ancien système, et par suite la formation de la dictature royale, avaient pu être alors aussi avancées qu'elles le devinrent deux siècles après. Une superficielle appréciation peut donc seule, par exemple, faire attribuer surtout à des causes purement personnelles l'éminente élévation du grand Richelieu, essentiellement résultée de cette nouvelle disposition politique: même avant cet admirable ministre, et principalement après lui, des hommes d'un génie très inférieur au sien ont acquis une autorité non moins réelle et peut-être encore plus étendue, quand leur caractère s'est trouvé suffisamment au niveau de leur position. Or, une telle institution constitue nécessairement l'aveu involontaire d'une sorte d'impuissance radicale de la part d'un pouvoir

malic, relative à un état nouvellement formé, et à l'homme le plus éminent qui ait régné depuis Charlemagne, ne saurait évidemment altérer, en aucune manière, la justesse fondamentale d'une telle remarque sur l'insuffisance croissante de la capacité royale dans les temps modernes, à mesure que la grande dictature temporelle s'y complétait graduellement.

qui, après avoir absorbé toutes les attributions politiques, est ainsi conduit à en abdiquer spontanément la direction effective, de manière à altérer gravement à la fois sa dignité sociale et sa propre indépendance : j'indiquerai d'ailleurs, au cinquante-septième chapitre, la destination ultérieure qui est probablement réservée à cette singulière création, comme moyen régulier de transition politique vers la réorganisation finale. Ce décroissement spontané de la dictature royale, par suite même de son triomphe, devient surtout caractéristique en considérant son extension graduelle jusqu'aux fonctions militaires elles-mêmes, principal attribut naturel d'une telle autorité. On voit, en effet, partout, et surtout en France, dès le xvii^e siècle, les rois renoncer essentiellement désormais, malgré de vaines démonstrations officielles, au commandement réel des armées, qui devenait évidemment de plus en plus incompatible avec l'ensemble de leur nouveau caractère politique. Au reste, quoique, pour plus de netteté, j'aie cru devoir ici indiquer spécialement ce genre de décroissement envers la seule dictature royale, où il devait être mieux marqué, on doit également reconnaître qu'il n'est pas, au fond, moins applicable, sauf la diversité des manifestations, à la dictature aristocratique elle-même, en

résultat nécessaire d'une pareille situation. Quelle que soit, par exemple, l'orgueilleuse prétention de l'oligarchie anglaise à la haute direction exclusive de son système politique, elle n'a pas été moins entraînée que la royauté française, et environ dès la même époque, à confier de plus en plus ses attributions principales à des ministres pris hors de son sein, et aussi à choisir habituellement dans la caste inférieure les véritables chefs des opérations militaires, soit terrestres, soit maritimes : seulement, elle a pu mieux dissimuler cette double nécessité nouvelle, en s'incorporant avec résignation, et quelquefois même avec habileté, les organes étrangers qu'elle était ainsi forcée d'emprunter, d'après le sentiment involontaire de sa propre insuffisance. Près d'un siècle auparavant, l'aristocratie vénitienne avait déjà subi une pareille dégénération politique, par suite d'une situation semblable, quoique moins prononcée.

De tels symptômes généraux devaient directement confirmer la destination éminemment précaire de la dictature temporelle, qui, dans chacun de ses deux modes principaux, ne pouvait être réellement motivée que sur l'imminent besoin social d'une suffisante résistance centrale contre le démembrement universel vers lequel tendait de plus

en plus le développement continu du grand mouvement de décomposition que nous apprécions. Envisagées sous un autre aspect, ces observations conduisent aussi à mesurer le progrès capital que devait faire, dans cette nouvelle phase révolutionnaire, la décadence générale de l'esprit militaire, immédiatement manifestée, dans la phase précédente, par la commune substitution des armées permanentes aux anciennes milices féodales, comme je l'ai ci-dessus indiqué. Il est clair, en effet, que la renonciation des rois au commandement effectif, et l'essor simultané du pouvoir ministériel, si souvent exercé par les personnages les plus étrangers à la guerre, devaient tendre fortement à subalterner de plus en plus la profession des armes, que sa spécialisation même avait déjà frappée d'une déconsidération croissante, comparativement à sa suprématie féodale, dont les formules officielles ne faisaient plus que reproduire vainement le lointain souvenir, répété même aujourd'hui par la routine arriérée du vulgaire des déclamateurs politiques, qui n'ont pas encore compris, à cet égard, le profond changement des sociétés européennes depuis le xiv^e siècle. Quand l'impression trop exclusive des grandes guerres modernes tend à produire une dangereuse illusion sur la décadence continue du

régime et de l'esprit militaires, je ne saurais conseiller de meilleur moyen de la dissiper que d'entreprendre, à ce sujet, un judicieux examen comparatif entre les sociétés actuelles et celles de l'antiquité, ou même du moyen-âge; ce qui suffira toujours pour manifester spontanément, sans la moindre incertitude, la vraie direction de l'évolution humaine sous ce rapport. Pour que cette comparaison devienne suffisamment décisive, il n'est pas même nécessaire de l'étendre à l'intensité, à la multiplicité, et surtout à la continuité des guerres respectives, ni à la participation effective de l'ensemble de la population : on peut se borner, en la circonscrivant aussi simplement que possible, à faire contraster, de part et d'autre, la position habituelle et la puissance normale des chefs militaires. Déjà Machiavel, au début du xvi^e siècle, avait justement signalé, quoique dans une intention très peu philosophique, l'existence précaire et dépendante des généraux modernes, de plus en plus réduits à la condition de simples agens d'une autorité civile de plus en plus ombrageuse; comparativement à l'empire presque absolu et indéfini dont jouissaient, surtout à Rome, les généraux anciens, pendant toute la durée de leurs opérations, et qui, en effet, était indispensable au libre essor du système de con-

quête. Or, ce que Machiavel croyait alors constituer une sorte d'anomalie passagère, spécialement propre aux états italiens, et surtout à Venise, qui en donnait l'exemple depuis près d'un siècle, est, au contraire, devenu ensuite, d'une manière de plus en plus prononcée, la situation normale de tous les états européens, sans excepter les plus étendus et les plus puissans, où, sous toutes les formes politiques, les chefs de guerre, désormais profondément subordonnés au pouvoir civil, ont été habituellement assujétis, malgré les plus éminens services, à une sorte de système continu de suspicion et de surveillance, souvent poussé jusqu'à leur ravir aussi la haute direction des diverses expéditions de quelque importance, soit offensives, soit même défensives, presque toujours réglées ainsi, non-seulement dans la conception, mais dans l'exécution principale, par des ministres non militaires. Les vaines plaintes de Machiavel à ce sujet seraient, sans doute, justement répétées par nos guerriers, si le point de vue militaire avait dû conserver son antique prépondérance politique; puisqu'une telle constitution est évidemment très peu favorable au succès habituel des expéditions: mais ces regrets stériles n'ont cependant pas empêché depuis trois siècles, et empêcheront probablement encore moins à l'ave-

nir, le développement permanent de ces nouvelles habitudes, naturellement déterminées par la rénovation graduelle des opinions et des mœurs sociales, et d'ailleurs tacitement ratifiées par la libre adhésion journalière des généraux eux-mêmes, que d'aussi pénibles conditions ordinaires n'ont jamais empêché jusqu'ici de solliciter à l'envi le commandement des armées modernes. Rien n'est donc plus propre qu'un tel changement, à la fois spontané et universel, à faire hautement ressortir la nature anti-militaire des sociétés modernes, pour lesquelles la guerre constitue nécessairement un état de plus en plus exceptionnel, dont les courtes et rares périodes n'offrent, même pendant leur durée, qu'un intérêt social de plus en plus accessoire, sauf chez la classe spéciale, de plus en plus circonscrite, qui s'y livre exclusivement.

Cette irrécusable appréciation est clairement confirmée par l'étude attentive des grandes guerres qui remplissent, presque sans intervalle, la mémorable époque que nous analysons, quoique leur existence ait été souvent invoquée contre la doctrine historique sur la décadence continue de l'esprit militaire. Au reste, un examen approfondi de la vraie nature politique de ces guerres, montre clairement qu'elles cessèrent alors, en général, d'être essentiellement dues, comme dans

la période précédente, à l'exubérance féodale de l'activité militaire après l'abaissement de l'autorité européenne des papes. On ne peut réellement attribuer, en principe, à la prolongation d'une telle impulsion que les fameuses guerres propres à la première moitié du XVI^e siècle, pendant la rivalité de François I^{er} et Charles-Quint, à la suite de l'invasion française en Italie; l'extension naturelle du système des armées permanentes, et les nouvelles ressources partout procurées par le développement industriel, expliquent d'ailleurs spontanément l'importance supérieure de ces expéditions : encore faut-il reconnaître, au fond, malgré l'illusion due à un reste d'influence des mœurs chevaleresques, que la guerre y devint bientôt essentiellement défensive de la part de la France, qui lutait avec énergie pour le maintien de sa nationalité contre les dangereuses prétentions de Charles-Quint à une sorte de monarchie universelle. Quoi qu'il en soit, l'action politique du protestantisme ne tarda point à rendre, sous ce rapport, un service fondamental à l'évolution ultérieure de l'élite de l'humanité, en empêchant radicalement tout essor étendu et durable de l'esprit de conquête par la préoccupation des troubles intérieurs, et en donnant naturellement un nouveau but et un cours différent à l'activité militaire, dès-lors

rattachée à la grande lutte sociale entre le système de résistance et l'instinct progressif : je néglige d'ailleurs ici la tendance anti-militaire propre aux mœurs protestantes, en tant que produisant des habitudes de discussion et de libre examen individuel évidemment antipathiques aux conditions normales de toute discipline guerrière; et j'en fais expressément abstraction provisoire, afin de ne considérer que les influences les plus générales, essentiellement communes à tous les états européens. C'est donc à cette époque qu'il faut placer la véritable origine des guerres révolutionnaires proprement dites, où la guerre extérieure se complique plus ou moins avec la guerre civile, dans l'intérêt sérieux d'un important principe social, qui tend à y déterminer la participation plus ou moins active de tous les hommes convaincus, quelque pacifiques que soient leurs inclinations habituelles; en sorte que l'énergie militaire y peut être fort intense et très soutenue, sans cesser d'y constituer un simple moyen, et sans indiquer réellement aucune prédilection générale pour la vie guerrière. Or, une appréciation suffisamment approfondie démontrera clairement, ce me semble, que tel ne fut pas seulement le nouveau caractère, déjà unanimement reconnu, des longues guerres qui ont alors agité l'Europe, depuis le

milieu environ du xvi^e siècle jusqu'à celui du xvii^e, et sans excepter même la célèbre guerre de trente ans; mais elle fera voir aussi qu'une pareille nature appartient essentiellement, d'une manière non moins réelle, au fond, quoique moins explicite, aux guerres, encore plus étendues, qui remplirent ensuite la seconde moitié de ce dernier siècle, et même le commencement du suivant, jusqu'à la paix d'Utrecht. Dans cette série ultérieure de guerres, l'ambition des conquêtes est, sans doute, intervenue, comme au reste, dans la précédente, et peut-être davantage, vu l'affaiblissement naturel, de part et d'autre, de la première ferveur religieuse et politique : mais on lui attribue vulgairement, à ce sujet, une influence capitale qui ne dut être que purement accessoire. Tout autant que les guerres antérieures, celles-ci portent profondément, en réalité, l'empreinte révolutionnaire, en tant que relatives surtout au prolongement de la lutte universelle entre le catholicisme et le protestantisme; lutte alors devenue d'abord offensive de la part de la France, où s'était concentrée l'action catholique depuis l'affaiblissement de l'Espagne, jusqu'à la crise anglaise de 1688, et ensuite défensive, quand l'action protestante a pu être, à son tour, suffisamment condensée autour de Guillaume d'Orange, d'après

Punion spontanée de la Hollande avec l'Angleterre. Pendant la majeure partie du xviii^e siècle, les guerres ont encore changé de nature, par suite de la résignation unanime des divers états européens à maintenir enfin les deux systèmes antipathiques dans leur situation effective, pour s'occuper concurremment désormais du développement industriel, dont l'importance sociale devenait de plus en plus prépondérante : dès-lors, l'activité militaire a été essentiellement subordonnée aux intérêts commerciaux, comme je l'indiquerai au chapitre suivant, jusqu'à l'avènement de la révolution française, où, après une grande aberration guerrière, difficile à éviter, l'esprit militaire a commencé à subir une dernière transformation essentielle, que je caractériserai au cinquante-septième chapitre, et qui marque, encore plus nettement qu'aucune autre, son inévitable décadence finale.

L'accomplissement graduel des importantes modifications temporelles que nous venons de rattacher ainsi à la désorganisation radicale du régime militaire, a été spécialement opéré par une nouvelle classe, peu nombreuse mais très remarquable, qui a naturellement surgi, en Europe, presque dès le début du grand mouvement de décomposition universelle, et qui peu à peu y a justement

acquis une haute importance politique, que je dois sommairement expliquer : on conçoit qu'il s'agit de la classe diplomatique. Essentiellement étrangère au vrai régime du moyen-âge, cette classe toute moderne est d'abord spontanément issue de la décadence européenne de la constitution catholique, qui en a fait naître la nécessité pour suppléer, autant que possible, aux liens politiques que le pouvoir commun de la papauté maintenait régulièrement jusque là entre les divers états, et qui, en même temps, en a fourni les premiers élémens, en permettant de trouver beaucoup d'hommes intelligens et actifs, naturellement placés, de la manière la plus rationnelle, au point de vue social le plus élevé, sans toutefois être aucunement militaires : on peut noter, en effet, que les diplomates ont été long-temps empruntés au clergé catholique, parmi les membres qui, instinctivement persuadés de la déchéance croissante de leur corporation, se montraient disposés à utiliser ailleurs, d'une manière plus réelle quoique plus secondaire, l'éminente capacité politique qu'ils avaient pu y cultiver. Depuis que la grande dictature temporelle, monarchique ou oligarchique, a pris son caractère définitif, cette classe a été, en apparence, principalement aristocratique, comme le haut sacerdoce ; mais cette intrusion nobiliaire

n'a pu cependant dénaturer son esprit éminemment avancé, où la capacité est toujours, sous de vaines formules officielles, réellement placée au premier rang des titres personnels : il n'y a pas eu, sans doute, en Europe, pendant tout le cours des trois derniers siècles, de classe aussi complètement affranchie de tous préjugés politiques et peut-être même philosophiques, en vertu de la supériorité naturelle de son point de vue habituel. Quoi qu'il en soit, il est clair que cette classe éminemment civile, née et grandie conjointement avec le pouvoir ministériel proprement dit, dont elle constitue une sorte d'appendice naturel, a partout tendu directement à dépouiller de plus en plus les militaires de leurs anciennes attributions politiques, pour les réduire à la simple condition d'instrumens plus ou moins passifs de desseins conçus et dirigés par la puissance civile, dont l'ascendant final a été tant secondé par la diplomatie. Chacun sait, en effet, que dans l'antiquité, et même, à beaucoup d'égards, au moyen-âge, les négociations de paix ou d'alliance étaient habituellement regardées comme un complément spontané du commandement militaire, ainsi que l'exigeait évidemment le libre essor normal du système guerrier, surtout à l'état offensif : par suite, on ne peut douter que la classe diplomatique n'ait immédiatement